



Les sondages jouent sans cesse le jeu de miroir où un Narcisse collectif ne cesse de se regarder et dans lequel finalement il ne cessera de sombrer.

Le projet politique des candidats aussi bien que le discernement des électeurs sont à toutes les étapes médiatisés par les moyens techniques.



Certes, ces moyens techniques peuvent représenter une évolution de progrès dans la compréhension du comportement des masses. Mais la question décisive se pose alors avec toute sa force : y a-t-il la possibilité pour les individus de faire des choix quand leur volonté et leur pensée ont été conditionnées par des moyens techniques dirigés aux masses ?

Et les masses ont-elles un "vouloir" ? Ou sont-elles de configuration difficilement changeable, soumises aux lois de la mécanique des solides ?

La culture moderne n'a pas été à même d'incorporer la science et la technique. Et ainsi le citoyen se voit dépourvu de sa liberté de citoyen. Il lui manque, en tant qu'individu, les outils culturels qui lui permettent de comprendre les outils techniques qui façonnent sa décision et la mettent en oeuvre.

La démocratie représentative se meurt dans cette incapacité culturelle généralisée.

La tâche primordiale pour une citoyenneté responsable et aussi autonome que possible passe, à mes yeux, par la culturalisation de la science et de la technique. (Il va sans dire que le clivage entre la jeunesse et les adultes aujourd'hui a des aspects nouveaux et radicalement différents du conflit de générations du passé, parce que les jeunes ont intégré à leur vision du monde la science et la technique de pointe - mais nous n'avons pas été capables de leur transmettre un cadre de valeurs qui tienne debout).

Il s'agit d'un travail immense qui reste à entreprendre. Mais seule une culture qui domine et comprend les moyens techniques peut aider les hommes et les femmes à redevenir sujets dans le processus de l'évolution sociale et politique, sujets, à la limite, de l'histoire.

En grande partie, les hommes et les femmes comprennent au fin fond d'eux-mêmes le leurre auquel ils sont soumis. Mais il leur est plus facile de se conformer - d'ailleurs, toute "dissidence" isolée risque d'être vite récupérée par des forces aveugles et sans dynamisme. Il leur est plus facile parce que leur vie est devenue à tous les niveaux extrêmement complexe.



Il me semble que la citoyenneté en Europe ne peut résorber cette complexité et faire accéder à une volonté libre que dans la mesure où l'on assume pleinement la logique de l'automatisation de certaines infrastructures de décision. (Ce qu'on a vu dans les lois de trafic, par exemple, qui créent des mécanismes de réflexe chez les gens.)

Il se peut que cette logique-là aille jusqu'à des décisions importantes du système de représentation.

Plus les infrastructures de décision sont automatisées et leurs mécanismes intégrés à l'univers culturel des gens, plus il y a libération des énergies des citoyens pour les tâches imaginatives de nouveauté et de responsabilité.

2. Le jeu de miroirs de la société européenne et une citoyenneté de mobilisation

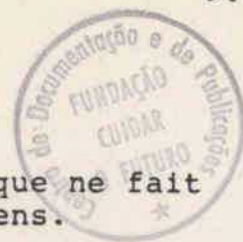
Parmi l'héritage du XIXe siècle, accru par la tension croissante Est-Ouest en tant que rapport de forces, il y a du projet face à un tel rapport de forces.

Dans la mesure où l'exercice du pouvoir politique au sommet se rétrécit à des "compromis historiques" à mille visages, on voit croître l'indifférence des citoyens. La "valse" des coalitions et leur vide culturel (au sens le plus profond du mot : c'est-à-dire des finalités et des stratégies qui les rendent possibles) ne peut qu'éloigner progressivement le citoyen de ceux qui le représentent. Là où les valeurs sont bafouées, les idéaux rendus apparemment "pragmatiques", les buts concernant la survie et la dignité de la personne foulés au pied, les électeurs ne sont plus concernés.

Leur vote devient, dans ces conditions, soit un vote de simple esprit de chapelle ou de club, soit rejet de quelqu'un.

L'alternance tellement vantée partout en Europe comme l'indice le plus clair que les démocraties fonctionnent à une autre lecture. Elle exprime l'incapacité où est l'Europe de mobiliser les citoyens.

L'alternance mise en oeuvre, le groupe au pouvoir a sa période de grâce, mais voit ensuite s'effriter sa base d'appui électoral. Il découvre qu'il n'y avait pas de base d'appui social. La mobilisation positive et globale semble impossible même en situation de crise, voire d'émergence nationale. Ou quand la mobilisation existe, elle ne se fait que par la négative de l'effet cumulatif du repli sur soi : elle aura les visages de l'auto-défense, du racisme, du nationalisme arrogant et belliciste.



L'augmentation des professionnels de la politique ne fait que rétrécir le champ d'intervention des citoyens.

Mis à l'écart par les pouvoirs en place, les gens se réfugient dans un univers clos, regardant de loin la politique et évacuant de leurs vies les dimensions politiques possibles et nécessaires.

La médiation technique dont je parlais tout à l'heure crée la société de l'anonymat. Face au petit appareil où l'on compose son billet de train ou de métro, on est un de plus qui s'en va par son chemin, semblable à des milliers d'autres qui font le même geste et font le même parcours.

Déshumanisation ? Pas nécessairement. L'anonymat est aussi une forme de liberté : "enveloppés" par l'anonymat, on peut se faire des flots de réflexion et d'autonomie au milieu des formes techniques de l'existence.

Dans ce contexte, naissent les révolutions éclatées.

L'Europe sait - avec le Portugal d'un côté et avec la Pologne de l'autre - que les révolutions globales ne semblent plus envisageables sur ce continent. C'est donc au niveau du possible, du saisissable et de l'immédiat que se situent dorénavant les tentatives de mise en question radicales.

Les petits groupes, les associations les plus diverses, se concentrent autour d'une cause, d'un événement qu'ils privilégient.

Certes - et contrairement à ce qu'on aurait encore pu penser il y a quelques années - ils créent difficilement la dynamique de mouvements sociaux.

Pour le devenir, ils auraient besoin d'atteindre une certaine masse critique, de définir clairement la pluralité de leurs stratégies et de penser à chaque instant les formes possibles pour leur articulation avec les institutions de la démocratie représentative.

En regardant l'évolution européenne, à cet égard, certains faits posent question.

Les groupes et associations sont souvent présentés par les médias comme l'exotique, le hors du commun, l'utopique - bref, des catégories où le citoyen, assoiffé d'anonymat, ne se sent pas à l'aise. Quand ils percent les médias, les groupes porteurs d'alternatives ont un discours flou, présentent un vécu éloigné de la majorité des gens, dérangent en quelque sorte l'univers de l'apparent "law and order" dans lequel se meurent les gens.

Leur marginalisation (si ce n'est leur marginalité) les rend inaccessibles. Cette marginalisation n'est pas seulement un acte délibéré des pouvoirs. En fait, de plus en plus en Europe n'a de valeur que ce qui émane des institutions reconnues. Comme si l'Europe était arrivée au terme de son propre renouveau sociétal.



Dans beaucoup de pays, l'Etat pénètre subtilement ou carrément tous les domaines de la société. Et paradoxalement, la société ne se sent légitimée que par l'Etat - celui-là même qui est de plus en plus dépourvu de contenu et de projet.

Ce cercle vicieux compte pour beaucoup dans l'appauvrissement de la citoyenneté européenne. Car le citoyen est issu d'une société même quand il s'exprime au niveau des institutions de l'Etat.

Dans une société "colonisée" par l'Etat, une nouvelle citoyenneté est, au premier chef, une affirmation des forces propres à la société ; tout groupe qui se constitue et qui essaie de faire une percée est une "respiration" de la société, une affirmation de sa propre existence en tant que telle.

## II. Un projet pour l'Europe ?

1. Il nous faut affirmer et comprendre que le vrai pouvoir n'est pas celui qui correspond à "la gestion routinière et quotidienne des affaires", mais bien celle qui "concerne les décisions de nature stratégique".
2. La citoyenneté, capable de nous faire assumer nos devoirs et lutter pour nos droits, est celle qui est co-extensive à l'espace européen - où nourriture, santé, éducation, culture, communication ne sont pas vécues en termes de défense des uns à l'égard des autres, mais en termes d'engagements solidaires.
3. Les références nouvelles que la technique, soit dans le processus d'industrialisation, soit dans la société programmée, apporte à la démocratie, sont d'une telle complexité que seule l'interpénétration des savoirs et l'articulation des moyens d'exécution à une échelle autre que nationale peuvent y répondre de façon adéquate.
4. Une démocratie pleine s'accommode mal (ou nullement) avec les concepts de développement (ou de gestion politique) envisagés uniquement dans l'optique de la croissance économique.

Le binôme démocratie/développement n'est pas harmonisable tant que le développement est entendu comme simple croissance matérielle. Il revient à l'Europe, de par son niveau de vie et de par ses traditions démocratiques, de changer de cap et chercher des nouveaux modèles opérationnels de développement.

5. Seule l'Europe est en mesure de faire la critique de la rationalité qui a présidé à son essor matériel et d'en dénoncer les mécanismes. Il lui revient de mettre en oeuvre une autre rationalité où les valeurs culturelles deviennent la matrice de sa pratique démocratique.
6. L'Europe dans son ensemble a un défi à relever : celui de la revitalisation de la démocratie par toutes les formes nouvelles qui voient le jour sur ce continent. Là où le développement ne réussit pas à répondre aux besoins des hommes, la démocratie est atteinte dans son fondement.
7. Vue de loin, l'Europe est une, indépendamment des fractures que l'économie, les langues, les régimes politiques y ont introduites. Tant qu'ils se présentent seuls, les pays européens font nécessairement le jeu des superpuissances. Face à l'enjeu décisif de la paix, la citoyenneté nationale est dérisoire. Sous cet angle-là, il ne peut y avoir de citoyenneté qu'européenne.
8. Réfléchir sur la démocratie en Europe est une évocation d'histoire commune et vocation d'un vouloir commun. Histoire et vouloir sont les deux expressions dans la durée de la culture des peuples vivants.  
L'histoire est faite. Et le vouloir ?

Fundação Cuidar o Futuro



Maria de Lourdes PINTASILGO